

Questions orales

Nous avons fait des progrès, notamment à la suite de la réunion des ministres des Finances que nous avons eue en décembre et de celle de deux jours qui s'est tenue la semaine dernière.

Je pense que tout le monde est d'accord pour dire que le déficit et la dette constituent les principaux défis des gouvernements et que l'on s'entend aussi pour dire que nous devons nous y attaquer ensemble.

Nous nous sommes entendus pour préparer pendant l'été un plan permettant de réaliser certaines initiatives qui prendront en considération le coût total pour les gouvernements, envisageront des façons de réduire les dédoublements et les recoupements et chercheront des moyens de rationaliser et d'accroître l'efficacité des niveaux fédéral et provincial. Bien entendu, le niveau municipal doit être pris en compte, mais il est certain que l'on pourrait envisager quelque chose comme ce que propose le député.

M. Douglas Young (Acadie-Bathurst): Madame la Présidente, il est évident que le contribuable qui reçoit la facture par la poste se soucie fort peu de savoir quel niveau de gouvernement l'a envoyée.

Comme il y aura probablement un important remaniement ministériel après le week-end, je voudrais demander au ministre des Finances s'il est d'accord pour dire qu'il faudra parvenir à un consensus sur la façon de régler le problème et que le gouvernement du Canada devra faire preuve d'un peu d'initiative pour amener les municipalités et les provinces à s'entendre sur la gestion du déficit et de la dette.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, je conviens avec le député qu'il n'y a qu'un seul contribuable.

Nous l'avons admis il y a déjà fort longtemps. C'est la raison pour laquelle il est important que tous les niveaux de gouvernement relèvent ensemble le défi de la réduction du déficit et de la dette.

Je soutiens que nous donnons bel et bien l'exemple. C'est nous qui avons convoqué la réunion, qui prenons l'initiative, qui avons fait certaines démarches, lors du débat constitutionnel, pour mettre en place un processus favorisant une meilleure coordination de notre processus budgétaire et une collaboration plus étroite avec les provinces.

Ce processus est en cours. Le plan de travail a été établi et les deux niveaux de gouvernement se sont entendus pour travailler à la réalisation de cet objectif. J'estime que la réduction du déficit de 8,8 p. 100 du PIB, en

1992-1993, à 7,2 p. 100, en 1993-1994, donne une indication très claire des résultats de nos efforts.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, à propos de la question de la dette, le ministre des Finances a dû être très étonné ce matin d'apprendre par les journaux que, d'après la firme américaine de cotation Moody's, il semble que le gouvernement du Canada ait fortement surestimé l'endettement du pays et, dans certains cas, peut-être même délibérément agité le spectre d'une situation désespérée sur ce plan.

Il semblerait que le gouvernement du Canada cherche à susciter la crainte d'une crise financière dans notre pays pour faire accepter une vision idéologique du pays qui l'encourage à abolir les programmes sociaux ou à réduire leur financement.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Compte tenu du fait qu'hier soir, le ministre de l'Environnement, un des candidats à la direction de son parti, a déclaré qu'il réduirait de huit milliards de dollars le montant des paiements de transfert aux provinces et à la lumière ce que nous apprend aujourd'hui la firme Moody's, n'est-il pas temps que le gouvernement cesse de rejeter ses responsabilités sur les provinces?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, c'est vraiment incroyable cette façon qu'a le Nouveau Parti démocratique de déformer ce qui est pourtant clairement dit dans le communiqué de la firme Moody's. Il est dit que «plusieurs rapports récemment publiés ont énormément exagéré l'endettement budgétaire du Canada. Certains ont compté deux fois des chiffres, tandis que d'autres ont comparé l'endettement brut du Canada à l'endettement d'autres pays, d'où la position désavantageuse de notre pays à l'échelle mondiale. Ces erreurs ont peut-être quelque chose à voir avec des évaluations exagérées».

Il n'est pas dit que le gouvernement du Canada a délibérément induit la population en erreur au sujet de la dette ou exagéré celle-ci.

• (1440)

Le communiqué ajoute que les déficits et la dette sont très préoccupants. Il signale le plan du gouvernement fédéral visant à réduire le déficit et signale le fait que les provinces ont présenté des budgets très rigoureux pour s'attaquer aux déficits. Un des représentants de la firme Moody's a déclaré: «Les investisseurs cesseront d'avoir confiance dans les obligations du Canada si les gouvernements ne font rien pour réduire les déficits fédéral et provinciaux.» Cela fait ressortir l'importance de s'attaquer au déficit, mais la bonne nouvelle, c'est que la firme